Le 26-07-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Nous diffusons la résolution de nos camarades du parti italien P101, membre de la Coordination européenne pour la sortie de l'UE, de l'euro et de l'OTAN car ce texte apporte un éclairage et une analyse basés sur la situation et l'expérience concrète de ce que vit le peuple italien. Il met en lumière, sans le filtre des médias "mainstream", les positions du gouvernement italien. Enfin, il explique clairement la position de ce que nos camarades nomment la « gauche patriotique », le « camp populiste ». Il appelle à la création d'un « Comité de libération nationale » structuré en « Comités d'actions » ouverts et unis au plan national.

Un appel dont la gauche française et nos syndicats devraient s'inspirer pour réfléchir, avec le Pardem, à un programme de libération nationale.

Le Pardem soutient l'analyse du P101, enfin un discours intelligent et véridique sur la situation italienne !



LA GAUCHE PATRIOTIQUE ET LE GOUVERNEMENT M5S-LEGA

Résolution sur la phase politique et sur les tâches de P101, adoptée à l'unanimité par la troisième assemblée nationale, le 1er juillet 2018.

1. NOUVELLE PERIODE

La victoire du « non » au référendum constitutionnel du 4 décembre 2016 est une fracture : avec la crise de l'hégémonie de l'élite néolibérale, la deuxième République s'est effondrée. Cette République est née et s'est développée en totale soumission à l'oligarchie euro-allemande. L'Italie, frappée par une grave crise économique, est entrée dans une période de profonde instabilité politique, sociale et institutionnelle.

2. LES TROIS RAISONS D'UNE VICTOIRE

Le tremblement de terre électoral du 4 mars 2018, marqué par la défaite écrasante du bloc dominant et l'affirmation des « populistes » du Mouvement 5 étoiles et de la Ligue de Salvini a confirmé ce diagnostic. Des raisons multiples, voire contradictoires, ont contribué à la victoire de ces deux forces dont trois essentiellement : d'une part la demande de la fin des politiques d'austérité ; d'autre part, que l'Etat prenne en charge la demande de sécurité et de protection contre la dégradation croissante du tissu social ; enfin le désir de mettre fin à l'état de soumission humiliante de la nation.

3. LE DILEMME DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement M5S-Lega, qui a émergé malgré les tentatives désespérées de l'élite, ne peut pas ne pas tenir compte de la vague populaire qui seule le soutient. Le nouveau gouvernement est conscient que ce mouvement le conduit sur une trajectoire de collision avec les puissances oligarchiques européennes et la bourgeoisie italienne. Le chemin n'est pas facile car il doit naviguer dans des eaux troubles, entre Charybde et Scylla, et est d'ores et déjà placé devant le dilemme suivant : répondre aux demandes populaires ou être submergé par le bloc européiste qui, bien qu'il ait perdu le gouvernement, conserve tous les autres postes.

4. DE QUEL CÔTÉ NOUS SOMMES

Nous avons dit, et confirmons, que l'échec éventuel du gouvernement, par rapport au mandat des électeurs, serait un désastre pour les travailleurs et pas seulement pour les Italiens. L'oligarchie travaille dur pour renverser le « gouvernement populiste » afin de confirmer le dogme du « T.I.N.A. » (There is no alternative – slogan de M. Thatcher), qu'il n'y aurait aucune alternative. Dans ces conditions, non seulement la chute de ce gouvernement n'est pas souhaitable, mais il faut rester à ses côtés quand il engage la bataille pour libérer le pays du piège de l'austérité eurocratique et mettre fin aux politiques qui empêchent sa renaissance. C'est le cas du « décret de dignité », dont la portée, très modeste, marque néanmoins une inversion de la politique de précarité du travail qui s'est poursuivie depuis les années 1990.

5. DANS LE CAMP POPULISTE

Dans ce contexte concret, c'est dans le « camp populiste » que nous devons rester. En dehors de ce camp, il n'y a que celui du bloc dominant. Mais il y a façon et façon d'y « être ». Ce serait une erreur fatale de prendre une position d'indulgence condescendante envers le gouvernement M5S-Lega. Il doit être poussé à réaliser les choses justes qu'il a promis de faire, il doit être combattu s'il reste entre deux eaux et se soumet aux élites dirigeantes.

6. LES TESTS

Les problèmes sont différents mais liés, car entre eux il existe une hiérarchie, un ordre de priorité clair. Les élites mondialistes, dans un jeu de miroirs avec Matteo Salvini, tentent de faire du problème migratoire le terrain de la confrontation. C'est un jeu qui ne peut durer longtemps. En vérité, la nature et le sort du gouvernement se décideront sur le terrain des mesures économiques et sociales. En septembre, le gouvernement devra présenter la loi de Finance, qui décrit les politiques macroéconomiques, puis, à la mi-octobre, soumettre le budget au Parlement.

7. TROIS DIRECTIONS

Trois directions sont possibles. La première et la moins souhaitable, est que le gouvernement se conforme aux politiques budgétaires que l'Union européenne a demandées et jusqu'à présent acceptées par les gouvernements précédents. Dans ce cas, la gauche patriotique et populaire, tout en refusant toute collaboration avec les élites et leurs appendices, ne peut que s'opposer au gouvernement M5S-Lega. Si, au contraire, le gouvernement, comme nous l'espérons et comme il en est de l'intérêt des travailleurs, défie l'UE et lui désobéit, ce serait le signe d'un changement de cap, d'une bataille contre les pouvoirs établis, une bataille dont l'issue dépendra de la fermeté du gouvernement et de sa capacité à résister à la contre-offensive certaine de l'ennemi. Et pour y résister, il devra nécessairement faire appel à la mobilisation populaire. Enfin, il existe une troisième possibilité : que l'UE accorde également au « gouvernement populiste » des marges de manœuvres limitées en ce qui concerne les politiques budgétaires. Ce serait un cessez-le-feu temporaire. Le moment de vérité ne serait que reporté.

8. TURBULENCE EN VUE

Cependant, la fin du long cycle de mondialisation néolibérale, également attestée par la soi-disant « guerre tarifaire », ne sera pas indolore. Nous aurons des spasmes sociaux, d'énormes turbulences, de nouveaux tremblements de terre politiques et institutionnels, des fractures de blocs politiques et sociaux. C'est dans ce creuset, et non dans une transition tranquille, que la gauche patriotique et populaire ou, pour le dire autrement, le « populisme révolutionnaire » peut tracer son chemin.

9. GAUCHE PATRIOTIQUE ET COMITÉ DE LIBÉRATION NATIONALE

Notre devoir, si la situation s'accélère en raison de l'affrontement avec l'oligarchie euro-allemande (ce qui mettrait la sortie de l'UE à l'ordre du jour, précipitant le pays et toute l'Union dans une situation explosive), sera de contribuer à la formation d'une gauche patriotique et populaire qui constitue le troisième pilier du « camp populiste ». C'est donc maintenant qu'il faut identifier et rencontrer les forces politiques et sociales, les groupes, les intellectuels, qui sont fondamentalement en phase avec notre discours, qui acceptent de se lancer dans la mêlée et de lutter pour gagner la bataille démocratique et nationale de la souveraineté.

La bataille ne peut être gagnée qu'à la condition que le M5S et la Lega acceptent de mobiliser massivement les citoyens. Dans ce contexte, la constitution d'un nouveau Comité de libération nationale pourrait donc être mise à l'ordre du jour. C'est dans le feu de la bataille, à l'intérieur de ce camp, que la gauche patriotique peut et doit défier le M5S et la Ligue pour l'hégémonie, en leur opposant une vision et un projet qu'ils n'ont pas du tout pour le pays.

10. LES MOIS PROCHAINS

Compte tenu de ces considérations, quelles sont les tâches immédiates dans les prochains mois ? Tout d'abord, nous devons faire pression sur le gouvernement pour qu'il prenne immédiatement des mesures décisives en faveur des travailleurs. Plusieurs d'entre elles sont déjà dans le « contrat de gouvernement » : défense de l'environnement, révision juste de la loi Fornero (loi qui repousse l'âge de la retraite de 65 à 67 ans), augmentation des retraites les plus faibles, revenu de citoyenneté, salaire minimum légal, plans d'investissements publics et création d'une banque nationale qui les soutiendra, lutte contre le chômage de

masse, lutte contre la précarité de l'emploi, révision du décret dit « de la bonne école » (gouvernement de M. Renzi).

D’autre part, les mesures de nature libérale telles que la « flat tax » (sans nier la nécessité d'une réforme fiscale équitable) et les lois sur la sécurité (sans nier la nécessité pour les citoyens de se sentir protégés de la grande et de la petite criminalité) seront rejetées.

D'autres mesures, comme le droit au logement, ne figurent pas dans le contrat de gouvernement et seront mises sur le tapis. De plus, l'avenir de dizaines de grandes et petites entreprises, dont dépendent non seulement de nombreux emplois mais l'avenir du tissu industriel et agricole du pays, est en jeu. Il faut soutenir les revendications que les travailleurs de ces entreprises présentent au gouvernement, le cas échéant en les nationalisant (par exemple : Alitalia, les aciéries de Tarente, Terni et Piombino).

Dans la perspective des luttes de l’automne, la plus large mobilisation populaire, ouvrière, et de la jeunesse sera encouragée et structurée en comités d’action unis dans un réseau populaire national, ouvert à toutes les organisations sociales, syndicales et environnementales dispersées dans tous le pays.

Traduction Joël Perichaud (Pardem)

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire